



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 2824

Texte de la question

CONTRATS AIDÉS

M. le président. La parole est à M. Régis Juanico, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Régis Juanico. Monsieur le ministre du travail, de l'emploi et de la santé, avec 700 000 chômeurs supplémentaires depuis le début de la crise en 2008, la politique de l'emploi du Gouvernement est un échec cuisant. Selon une étude parue la semaine dernière, 43 % des jeunes hommes et 37 % des jeunes femmes sont au chômage dans les zones urbaines sensibles, c'est-à-dire dans nos quartiers populaires.

M. Jean Mallot. Merci Wauquiez !

M. Régis Juanico. Face au drame du chômage de masse, vous restez les bras ballants. Pis, la plupart des décisions que vous prenez jouent contre l'emploi. Je citerai trois exemples récents, tirés du budget pour 2011. Premier exemple, vous venez de décider la suppression de 1 800 postes à Pôle Emploi, pénalisant ainsi gravement les demandeurs d'emploi, au moment où les moyens humains pour les accompagner font cruellement défaut.

Deuxième exemple, vous avez annoncé la suppression de 130 000 contrats aidés par rapport à l'année 2010. Ce faisant, vous allez aggraver la précarité d'un public déjà fragilisé et mettre en péril de nombreuses associations et collectivités qui emploient ces contrats aidés.

Troisième exemple, la suppression de quinze points d'exonérations de charges sociales pour les particuliers employeurs et les associations d'aide à domicile menace 20 000 emplois familiaux, selon la branche professionnelle. Là aussi, le risque est grand de voir des associations qui créent de nombreux emplois disparaître purement et simplement.

En matière d'emploi, vous persistez à mener une politique inefficace, à contretemps, faite de mesures homéopathiques, alors que la situation exige des politiques vigoureuses et volontaristes. En 1997, les comptes sociaux étaient en équilibre, monsieur Bertrand, et les Français se souviennent que nous avons mis en oeuvre le dispositif des emplois-jeunes. Le bilan a été très positif (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), puisque 350 000 emplois ont été créés dans les collectivités et le monde associatif. Au terme des cinq années que duraient ces contrats, 87 % des jeunes ont vu leur emploi pérennisé.

Monsieur le ministre, qu'attendez-vous pour mettre en place un dispositif aussi efficace ? Quand allez-vous enfin agir pour les millions de Français sans emploi, en particulier les jeunes ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Monsieur le député, vos arguments ne sont pas sérieux (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) et vous le savez. Si vous voulez être pris au sérieux, il faudrait indiquer que, si, depuis 2008, le chômage a progressé - c'est vrai, il a grimpé de 33 %, vous auriez pu le dire -, il a également augmenté en Espagne, au Royaume-Uni, et je ne parle même pas des États-Unis. (" Ah ! " *sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Michel Sapin. Et en Allemagne ?

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Vous donnez le sentiment que la crise n'aurait frappé que la France. Or, vous savez pertinemment qu'il n'en est rien. Tout comme vous savez, parce que vous connaissez ces dossiers, que

la France a mieux résisté que d'autres pays - mais, cela, vous avez omis de le préciser, à moins que vous n'en ayez pas eu le temps.

Une chose est certaine, c'est que le projet de budget prévoit que le nombre des emplois aidés sera, en 2011, supérieur à ce qu'il était en 2009.

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Et en 2010 ?

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Nous en avons 330 000 ; il y en aura 340 000. Mais peut-être est-ce parce que vous n'avez pas voté ce budget que vous ne connaissez pas les chiffres ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

La vérité, c'est que nous nous donnons les moyens de ramener vers l'emploi ceux qui en sont éloignés depuis bien longtemps. Nous mettons notamment davantage encore le cap sur l'alternance. Avec Nadine Morano, nous avons commencé à rencontrer les partenaires sociaux : pas un seul d'entre eux ne nous dit non lorsque nous proposons d'aller plus loin dans ce domaine, afin d'améliorer le financement, d'élever les objectifs, de simplifier et de valoriser l'alternance, notamment parmi les jeunes.

Nous verrons si vous continuez à critiquer matin, midi et soir, ou si vous décidez de nous accompagner dans notre action en faveur de cette cause nationale qu'est l'emploi des jeunes.

En attendant, monsieur Juanico, pour être pris au sérieux, il faut être complet et ne pas avoir une montre qui s'est arrêtée en 1997. C'est parce que vos arguments ne sont pas sérieux que les Français ne prennent pas le parti socialiste au sérieux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Régis Juanico](#)

Circonscription : Loire (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2824

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 décembre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 décembre 2010